

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le 12/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LIDL**

Parc Activités Actipôle de l'A2  
59554 Sailly-lez-Cambrai

Références : 2023-V1-273  
Code AIOT : 0007004604

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement LIDL implanté Parc Activités Actipôle de l'A2 59554 Sailly-lez-Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIDL
- Parc Activités Actipôle de l'A2 59554 Sailly-lez-Cambrai
- Code AIOT : 0007004604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt logistique est situé sur les communes de SAILLY-LEZ-CAMBRAI et SANCOURT dans le département du Nord (59), au sein de l'Actipôle A2. L'environnement immédiat est composé de bâtiments à usage d'activités industrielles, artisanales, de bureaux et de services comportant ou

non des installations classées.

Les habitations les plus proches sont situées à environ 800 m au Nord-Ouest et 700 m au Sud-Ouest du site.

Le site, qui occupe une surface de 102972 m<sup>2</sup>, exploité par LIDL est un entrepôt de volume disponible maximal de 410 000 m<sup>3</sup> pouvant stocker une quantité maximale de 22 000 tonnes de matières combustibles.

L'entrepôt, avant extension, est constitué de cellules de stockage et d'un pool palettes et est organisé de la manière suivante :

- 7 cellules de stockage de surface inférieures à 6 000 m<sup>2</sup> dont 1 cellule de 5 999 m<sup>2</sup> à température ambiante, 4 cellules de 5957 m<sup>2</sup> à température ambiante, 1 cellule de 4 657 m<sup>2</sup> en froid positif et une chambre froide isolée de 1 567 m<sup>2</sup> (froid négatif) ;
- 1 pool de palettes ;
- 1 local de charge de 837 m<sup>2</sup> en façade Est.

Le site est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 mars 2010, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2020.

Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 08 décembre 2021 vient encadrer le projet d'extension du site qui a consisté à :

- l'ajout d'une chambre froide négative aménagée pour le stockage de produits alimentaires (cellule 8) et l'implantation d'une salle des machines pour les installations de production de froid de cette extension,
- l'ajout de 5 portes de quais au niveau de la nouvelle zone de quais +2°C ainsi créée,
- l'ajout d'un local de pause.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mise en service extension du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gestion des effluents	AP Autorisation du 23/03/2010, article 4.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.7.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Stockage des aérosols	AP Autorisation du 23/03/2010, article 8.5.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Voie engins	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Aire de mise en station des moyens aériens	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Aire de stationnement des engins	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Compartmentage	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Local de charge et local froid de l'extension	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Émissions sonores	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 6	/	Sans objet
11	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.6	/	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.9.8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.11.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a donné lieu à une proposition de mise en demeure sur de nombreux points.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> APA du 23/03/2010, article 4.31.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.3.1 L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents visées à l'article 4.3.5.  Article 4.3.5.1. Identification des effluents Les différents effluents issus de l'installation sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• rejet n° 1 : les eaux pluviales de toitures non susceptibles d'être polluées,</li><li>• rejet n° 2 : les eaux pluviales issues des voiries légères et des voiries lourdes susceptibles d'être polluées</li><li>• rejet n° 3 : les eaux vannes domestiques (eaux vannes des sanitaires, lavabos, douches, nettoyage des sols de l'entrepôt...).</li></ul>
<b>Constats :</b>  2 nouveaux séparateurs à hydrocarbures ont été mis en place suite aux travaux d'extension, ainsi que 2 vannes de barrage (une en sortie de bassin et l'autre près du local TGBT). Ceux-ci n'étaient pas prévus dans le dossier initial. A noter la présence d'un panneau à proximité du local TGBT indiquant la présence d'un séparateur d'hydrocarbures, présence non répertoriée sur les plans transmis. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les eaux pluviales de l'extension transitaient par le nouveau bassin de rétention des eaux pluviales mais sans y être stockées. L'exploitant a transmis suite à l'inspection un plan des réseaux. La gestion des eaux pluviales de la partie extension est la suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• Arrivée des eaux pluviales de toiture et voiries dans le bassin ;</li><li>• Pompage, passage par la pompe de relevage et le séparateur d'hydrocarbures ;</li><li>• Rejet dans le réseau eaux pluviales existant.</li></ul> Or, le dossier de porter à connaissance de l'extension prévoyait les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• les eaux pluviales de voiries et de toiture seront toujours collectées séparativement ;</li><li>• les eaux pluviales de toiture, exemptes de pollution, seront collectées et rejetées vers le réseau public : elles rejoindront le point de rejet existant à l'Est ;</li><li>• les eaux pluviales des voiries et parkings transiteront par les séparateurs d'hydrocarbures déjà présents sur le site, avant rejet dans le domaine public.</li></ul> Les plans montrent qu'au niveau de l'extension, les eaux pluviales de toiture et de voiries sont collectées ensemble. <b>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : Emissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/12/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalisera une campagne de mesures de bruit dans un délai de 3 mois à compter de la mise en service de l'extension de l'entrepôt.</p> <p>Si cette campagne met en évidence des non-conformités, celle-ci sera accompagnée d'un plan d'action précisant la ou les solution(s) technique(s) susceptible(s) d'être mise en œuvre par l'exploitant, ainsi qu'un échéancier relatif à la réalisation des travaux correspondants.</p> <p>Les niveaux acoustiques à respecter sont définis au chapitre 6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2010.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La campagne sonore prescrite n'a pas été réalisée. La mise en service de l'entrepôt datant du 17 avril 2023, l'échéance n'est pas dépassée.</p> <p><b><u>FSS 1.</u> Il est demandé de transmettre la campagne sonore prescrite par l'APC du 08/12/2021.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3: Dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.7.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées doivent être collectées de manière gravitaire avant confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume de confinement disponible sur le site doit être au moins égal à 1 790 m<sup>3</sup>. Ce confinement est assuré par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les quais de chargement (quais de réception : 575 m<sup>3</sup> ; quais d'expédition : 932 m<sup>3</sup> ; quais pool palettes : 143 m<sup>3</sup>, quais nouvellement aménagés au niveau de l'extension (63 m<sup>3</sup>)). La hauteur d'eau retenue ne dépassera pas 20 cm ;</li> <li>• un bassin de rétention étanche qui sera aménagé en partie Ouest (volume du bassin : 300 m<sup>3</sup>).</li> </ul> <p>Les quais de chargement extérieur sont étanches aux produits susceptibles d'être recueillis. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Le bassin de rétention est équipé d'une vanne de barrage, dont la fermeture est asservie à la détection de l'incendie. Cette vanne peut également être fermée manuellement.</p> <p>Les dispositifs d'isolement sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par les écoulements issus des bassins de confinement.</p>

<p>Les réseaux d'assainissement destinés à véhiculer les eaux d'extinction et les produits collectés en cas d'incendie vers les quais sont conçus de façon à résister aux agressions physiques et chimiques des fluides véhiculés.</p> <p>Les eaux confinées doivent ensuite être traitées pour être rejetées conformément aux dispositions du titre 4 du présent arrêté. A défaut, ces eaux seront évacuées pour être éliminées comme déchet dans une filière dûment autorisée à cet effet.</p> <p>Les réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles de recueillir ces eaux sont munies de dispositifs d'obturation définis à l'article 4.3.5.2.1. relative aux eaux pluviales de toiture. Les vannes d'obturation sont à fonctionnement manuel et automatique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des réseaux présenté lors de l'inspection indique bien la présence du bassin de 300 m<sup>3</sup>. Par ailleurs, la visite terrain a permis de mettre en évidence la présence de ce bassin.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence de 2 vannes de barrage, l'un à proximité du bassin avec présence d'un volant manuel et une seconde vanne à proximité du local TGBT.</p> <p>La seconde vanne de barrage située près du local TGBT correspond à la vanne de barrage des eaux usées.</p> <p>L'exploitant a transmis les plans des réseaux après l'inspection.</p> <p>En cas d'incendie, d'après les plans transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la vanne de barrage des EU est asservie à la défense incendie et ces eaux sont envoyées dans le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie,</li> <li>la vanne de barrage en aval du bassin est fermée sur place ou dans le local TGBT,</li> <li>les pompes de relevage sont arrêtées par coupure d'électricité.</li> </ul> <p>La vanne de barrage en aval du bassin ne serait donc pas asservie à la détection incendie, ce qui est contraire aux prescriptions de l'article 7.7.9 de l'APC du 08/12/21. <b>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</b></p> <p>Les dispositifs d'isolement ne font pas l'objet d'entretien et aucune consigne en la matière n'a été mise en place. <b>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4: Stockage des aérosols

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Autorisation du 23/03/2010, article Article 8.5.1.1. Règles d'implantation</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des aérosols</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les produits inflammables sont stockés dans la cellule 4, dans une zone grillagée de 217 m<sup>2</sup>. Le grillage est en mailles suffisamment serrées pour retenir les projections des générateurs et suffisamment résistant et ancré au sol et sous toiture. Les palettiers métalliques sont résistants à des températures élevées de l'ordre de 500 °C.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors de la visite terrain, il a été constaté que les grillages autour des stockages des aérosols étaient ouverts à mi-hauteur à partir du sol alors qu'aucune activité de préparation n'avait lieu lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué que les conditions d'exploitation ne lui permettaient pas de maintenir la zone grillagée entièrement fermée durant les heures d'exploitation.

Ces dispositions d'exploitation sont bien mises en oeuvre dans des établissements avec ce même type d'activités.

**Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Voie « engins »

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Voie « engins »

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### **Prescription contrôlée :**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins.

Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer cette voie en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini à l'article 7.9.10 du présent arrêté.

Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

#### **Constats :**

L'exploitant n'a pas transmis d'attestation de la conformité de la voie engins aux spécifications techniques de l'article 7.9.3 de l'APC du 08/12/21.

**Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** avec suite



<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Aire de mise en station des moyens aériens

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de mise en station des moyens aériens
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.9.3 du présent arrêté.</p> <p>Elles sont positionnées conformément au dossier de demande de l'exploitant et au plan en annexe 2, de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont implantées en dehors du flux thermique de 3kW/m<sup>2</sup> et ne sont pas impactées par la rétention des eaux d'extinction incendie.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>– elle comporte une matérialisation au sol de type zébra avec mention « interdiction de stationner et/ou réservé aux services d'incendie et de secours » ;</li> <li>– aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>– la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;</li> <li>– elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ;</li> <li>– l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens n'ont pas été réalisées, exceptée celle positionnée à proximité du mur REI 180 (nouvelle cellule 8). L'exploitant n'a pas justifié du respect des dispositions techniques applicables à l'aire de mise en station des moyens aériens de l'extension.</p> <p>Il conviendra de justifier du respect des dispositions techniques (bon dimensionnement) de l'ensemble des aires de mise en station des moyens aériens, y compris celle de l'extension.</p> <p><b>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Aire de stationnement des engins

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/12/2021, article 7.9.4.2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de stationnement des engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.9.3 du présent arrêté. Elles sont positionnées conformément au dossier de demande de l'exploitant et au plan en annexe 2.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou d'une partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;</li> <li>– elle comporte une matérialisation au sol de type zébra avec mention « interdiction de stationner et/ou réservé aux services d'incendie et de secours » ;</li> <li>– elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;</li> <li>– elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ;</li> <li>– l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté que la matérialisation de ces zones est bien réalisée.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis d'attestation de la conformité de l'aire de stationnement des engins aux spécifications techniques de l'article 7.9.4.2 de l'APC du 08/12/21. Le bon dimensionnement de ces aires de stationnement n'a pas été justifié.</p> <p><b>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.</p> <p>L'ensemble de la structure est R60 (structure béton). Elle est R120 pour la cellule 7 (ossature béton SF 2h). Les éléments de structure à prendre en compte pour le calcul de stabilité sont les poutres,</p>

les poteaux, les portiques, les systèmes de contreventement, les éléments d'anti-flambement, les murs et panneaux porteurs, les planchers des niveaux, les poutres supports et tout autre élément participant à la stabilité de l'ouvrage.

Les murs extérieurs sont en bardage métallique double peau sur les façades à la périphérie du bâtiment.

Concernant l'extension de l'entrepôt:

- les façades de la cellule 7 nouvellement créée sont des écrans thermiques REI120;
- la zone de quais +2°C est en bardage métallique double peau EI 15;
- le local froid, le local de charge et le pool palettes sont constitués de murs béton REI 120.

Les murs extérieurs pourvus de quais sont EI 15.

Le plan des façades et murs séparatifs des cellules de stockage est repris en annexe 3.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). Les éléments de support de couverture sont réalisés en béton de classe A2 s1 d0.

L'isolant thermique utilisé en couverture est de classe A2 s1 d0.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

À l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5ème catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage).

Le local de pause de l'extension est séparé des cellules d'un mur REI 120 qui arrive en sous face de toiture de la cellule de stockage. Le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent article, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu à l'article 2.6 du présent arrêté.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis un document de Eiffage construction France Nord en date du 10/03/23 attestant de la non ruine en chaîne des éléments de la structure et de non effondrement vers l'extérieur.

L'exploitant a transmis une attestation du constructeur indiquant que les éléments de la structure de la cellule 8 sont R120 et R180.

L'exploitant a transmis un document de SOPREMA attestant des points suivants :

- classe BROOF (t3) de la couverture et présence de la bande de protection de 5 m en matériaux A2S1d0 ;
- les matériaux de l'éclairage naturel sont Bs1d0 ;
- l'isolant thermique utilisé en couverture est du rockacier C nu incombustible.

Le respect des dispositions constructives du local de pause et de l'ensemble des murs extérieurs de la nouvelle cellule ne sont pas justifiées. <b>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 9 : Compartimentage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Le plan des façades et murs séparatifs des cellules de stockage est repris en annexe 3.</p> <p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs REI 120 ;</li> </ul> <p>Le mur séparant le pool palette de la cellule 7 est constitué par une paroi REI 180.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs automatiques de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois, à savoir EI 120, avec une classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</li> </ul> <p>La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.</p> <p>Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les murs extérieurs qui ne sont pas au moins REI 60 (murs extérieurs pourvus de quais), les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</li> </ul> <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.</li> <li>• Les murs séparatifs des cellules avec les locaux de charge sont REI120.</li> <li>• Les bureaux sont séparés des cellules de stockage par des parois REI120 dépassant de 1 m.</li> </ul>

<p>La surface de la cellule 7 est de 3 603 m<sup>2</sup>. Elle est localisée en pignon Nord-Ouest et attenante à la zone de quais +2°C. Il s'agit d'une chambre froide négative maintenue en température à -24°C. La cellule 7 ne dispose pas de mise à quai.</p> <p>Une salle des machines pour la production de froid sera aménagée (technologie CO2 transcritique), accolée à la cellule 7 et isolée par une paroi REI120. Cette salle des machines ne contient pas d'ammoniac.</p> <p>Un local de charge de 782 m<sup>2</sup> sera aménagé en façade Est de la cellule 7 et isolé par des parois REI 120 de la cellule de stockage et de la salle des machines. Les parois extérieures seront également constituées d'écrans thermiques REI120.</p> <p>Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérables depuis l'extérieur par des panneaux visibles depuis le sol, portant la mention « ou » Mur coupe-feu 2 heures selon le cas :</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le local de charge n'a pas été construit.</p> <p>L'exploitant a transmis une attestation constructeur indiquant que les éléments de la structure du mur entre les cellules 7 et 8 sont REI 180 avec un prolongement latéral de 1 m sur la file G. L'attestation fait référence à un mur CF 120 file G entre 27 et 31 mais sans indiquer clairement à quoi cela fait référence.</p> <p>Cette attestation ne permet pas de répondre à l'ensemble des dispositions de l'article 7.5.3 de l'APC du 08/12/21.</p> <p>La matérialisation du degré de résistances au feu des parois séparatives de l'extension n'a pas été réalisée.</p> <p><b>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</b></p> <p>L'exploitant a transmis une attestation de conformité concernant les portes de l'extension qui sont de classe EI12 120C, classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : Local de charge et local froid de l'extension

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/21, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Local de charge et local froid de l'extension
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 8.9.1.1 de l'AP du 23 mars 2010 est supprimé et modifié comme suit:  <u>Article 8.9.1.1. Comportement au feu</u>  L'entrepôt est constitué de 2 locaux de charge d'une surface de 837 m<sup>2</sup> chacun. Ces locaux présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• murs REI 120 (coupe feu 2 heures: étanchéité aux flammes et aux gaz chauds, isolation thermique + résistance mécanique) dépassant d'un mètre par rapport à la toiture du local de charge ;</li> <li>• couverture sèche constituée d'un support de couverture en matériaux A2s1d0 (incombustible). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit</li> </ul>

<p>satisfaire la classe et l'indice T 30/1 (B<sub>roof</sub>(t3)), à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• portes intérieures REI 120 (coupe-feu 2 heures: étanchéité aux flammes et aux gaz chauds, isolation thermique + résistance mécanique ) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique;</li> <li>• porte donnant vers l'extérieur RE 30(Pare-flamme 30 mn: étanchéité aux flammes et aux gaz chauds + résistance mécanique ) ;</li> <li>• pour les autres matériaux : classe A2s1d0 (incombustible) .</li> <li>• Présence d'un puisard borgne permettant de collecter tout déversement accidentel,</li> <li>• Présence d'une ventilation mécanique en partie haute asservie à la charge,</li> <li>• Amenée d'air frais via une grille de ventilation naturelle en partie basse,</li> <li>• La toiture du local sera de même nature que celle de l'entrepôt (classement au feu Broof t3).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis deux attestations constructeur pour le local froid indiquant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les éléments de structure du local sont R120,</li> <li>• les murs séparatifs sont CF 120.</li> </ul> <p>Ces attestations ne permettent pas de répondre à l'ensemble des dispositions de l'article 9 de l'APC du 08/12/21.</p> <p><b>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 11 : Désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/21 article 7.9.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est réalisé en matériau M0 stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R.4216-13 et suivants du Code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p>

L'exploitant prévoit au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est installée en deux points opposés de chaque cellule de l'entrepôt, de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être accessibles en toutes circonstances depuis l'extérieur de la cellule. Une procédure décrivant les conditions d'accès depuis l'extérieur aux commandes de désenfumage est jointe au plan de défense incendie et est portée à la connaissance du SDIS.

Le logo ci-dessous doit être apposé sur les faces extérieures des issues de l'entrepôt se trouvant à proximité des commandes de désenfumage. La flèche doit indiquer le côté et la distance (2 m = exemple) où se trouvent les commandes par rapport à l'issue.



Les portes situées en façade donnant accès aux dispositifs de commande de désenfumage sont manœuvrables depuis l'extérieur.

Un plan de repérage des différents cantons est apposé à proximité des commandes de désenfumage.

Les cantons de désenfumage sont identifiés à l'aide de pancartes en partie haute et centrale de chacun d'eux.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées par les portes de quais des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Ces portes doivent pouvoir être ouvertes facilement et rapidement. Les conditions d'ouverture sont inscrites dans le Plan de Défense Incendie.

Dans la cellule 7, le désenfumage est fait par système d'aspiration. Les plénums disposent d'une détection incendie. Il y a une amenée d'air frais par grille de ventilation en façade.

#### Constats :

L'exploitant a transmis une attestation de SOPREMA entreprises indiquant que :

- les cantons de désenfumage ont une superficie  $< 1650 \text{ m}^2$  et de longueur  $< 60 \text{ m}$ ,
- il y a au moins 4 exutoires à commande automatique et manuelle pour  $1000 \text{ m}^2$  de toiture et la surface utile de ces exutoires est  $> 2\%$  de la superficie de chaque canton de désenfumage,
- les exutoires ont une surface comprise entre  $0,5$  et  $6 \text{ m}^2$  et sont distants de plus de  $7 \text{ m}$  des murs CF séparatifs,
- la superficie des amenées d'air est au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton pour chacune des cellules.

L'exploitant a transmis également une attestation de bon fonctionnement de l'installateur conformément aux dispositions de l'article 7.9.6 de l'APC du 08/12/21 ainsi qu'une attestation que chaque écran de cantonnement est réalisé en matériau A1 incombustible.

La prescription du dernier alinéa de l'article précité comporte une incohérence qui fera l'objet

d'une modification lors d'un prochain APC. C'est la détection incendie qui est déclenchée par aspiration de fumée est non le désenfumage.

**FSS 2. La matérialisation des commandes de désenfumage sur les faces extérieures des issues de l'extension n'a pas été réalisée.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 12 : Détection automatique d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/12/21 article 7.9.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

L'exploitant inclut dans le dossier prévu à l'article 2.6 du présent arrêté les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

La cellule 7 est équipée d'un système de détection haute sensibilité, relié au Système de Sécurité Incendie existant de l'entrepôt avec transmission de l'alarme à une société de télésurveillance extérieure. Un document synthétique précisant les conditions de validité de ce système est mis en œuvre à la mise en service de l'extension.

Les détecteurs d'incendie doivent déclencher une alarme sonore et visuelle au niveau des cellules et dont le report est réalisé au poste de gardiennage ou au dispositif de télésurveillance.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis le PV de mise en service de la société FINSECUR (daté du 30/03/23). Celui-ci fait apparaître des non-conformités. Un rapport d'intervention en date du 15/05/23 indique que le système fonctionne partiellement.

Il convient de transmettre un document justifiant de l'installation d'une détection incendie, conformément à l'article 7.9.7 de l'APC du 08/12/2021. **Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois



## N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/21, article 7.9.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie sera assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 720 m<sup>3</sup> utilisable en 2 heures.</p> <p>Afin de respecter ces dispositions, sont implantés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des poteaux incendie publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque.</li> <li>- Une ou des citerne ou réserve incendie d'un volume utile de 120 m<sup>3</sup> minimum afin de compléter le volume d'eau non délivré par le réseau d'eau.</li> </ul> <p><b>Il conviendra de justifier auprès du SDIS de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie</b>, ce dès la mise en place des nouveaux points d'eau incendie créés dans le cadre du dossier d'extension de l'entrepôt. Cette justification devra être mise à jour tous les trois ans.</p> <p>Les poteaux qui servent à l'extinction d'une cellule en feu sont installés hors des zones d'effets thermiques.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>En tenant compte de ce qui précède, l'exploitant doit justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau avant la mise en exploitation de l'entrepôt.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>Par ailleurs, pour les nouveaux points d'eau incendie, l'exploitant demande une Reconnaissance Opérationnelle Initiale des Points d'Eau Incendie (PEI) – Poteaux et réserve – auprès du SDIS.</p> <p>L'ensemble des points d'eau font l'objet d'une Reconnaissance Opérationnelle annuelle par le SDIS. Le SDIS et l'Inspection des installations classées sont destinataires de la copie des procès-verbaux de réception.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de fournir, dans le cadre de la reconnaissance opérationnelle annuelle, une attestation de contrôle technique des PEI, ainsi qu'une attestation de mesure des débits des hydrants du site (débits unitaires et simultanés).</p> <p>Le rapport de contrôle technique des PEI doit être transmis au SDIS.</p> <p>L'exploitant doit avertir sans délai, le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement</p>

compétent, en cas d'indisponibilité des PEI et de retour à l'état disponible de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS et remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.

Les points d'eau incendie doivent être implantés, signalés et entretenus conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Département du Nord.

- **Des extincteurs** sont répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles, facilement accessibles et repérés au moyen de panneaux indestructibles.  
Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés;
- **Des robinets d'incendie armés** situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Leurs emplacements sont signalés d'une façon visible. Leurs abords sont maintenus constamment dégagés.
- **Un réseau d'extinction automatique à eau** (ou réseau sprinklers) doit être mis en place pour chaque cellule (à l'exception des chambres froides négatives et de leur plénum). L'installation de sprinklage est de type ESFR. Elle est conforme aux normes NFS 62-210 à S 62-215 ou à la règle R1 de l'APSAD, ou la règle NFPA13 ou tout référentiel équivalent. Un espace de 1 mètre est maintenu entre le niveau des têtes de sprinklage et le haut du stockage. Le fonctionnement de l'installation de sprinklage est assuré en toutes circonstances. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

[...]

#### Constats :

L'exploitant a transmis un rapport de vérification des poteaux incendie en date du 18/04/23 pour 6 poteaux incendie. Ce rapport n'inclut pas la vérification des 2 nouveaux poteaux incendie. Les débits ont été mesurés uniquement en unitaire.

L'exploitant n'a donc pas été en mesure de justifier du débit requis pour la défense extérieure contre l'incendie, à savoir un volume d'eau de 720 m<sup>3</sup> utilisable en 2 heures. La réserve incendie d'un volume utile de 120 m<sup>3</sup> n'a pas été mise en place. **Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

Par ailleurs, les nouveaux poteaux incendie n'ont pas fait l'objet de reconnaissance opérationnelle initiale auprès du SDIS.

#### **FSS 3. Il convient de procéder à cette reconnaissance auprès du SDIS.**

L'entrepôt est bien équipé d'extincteurs.

L'exploitant a transmis un document de la société AAI attestant que la protection RIA du quai surgelé est conforme à la norme R5 et est fonctionnelle. A noter que la prescription suivante n'a pas été vérifiée: *«Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents».*

L'exploitant a transmis un document de la société AAI attestant que la protection RIA et le sprinklage sont conformes aux dispositions de l'article 7.9.8 de l'APC du 08/12/21.

L'exploitant a transmis un document de la société AAI attestant que la protection sprinkler de la

cellule quai surgelée avait été réalisée selon le référentiel NFPA.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 14 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/21, article 7.11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p>L'exploitant met en place les dispositifs de protection contre les effets directs et indirects de la foudre définis dans son analyse du risque foudre et son étude technique et notamment les dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La remise en conformité de la protection contre les effets directs existants sur le site et notamment le remplacement des PDA dysfonctionnants ;</li> <li>• L'installation d'un nouveau PDA, testable à distance selon les recommandations du fabricant sur le projet d'extension de l'entrepôt et la mise en conformité de l'installation existante;</li> <li>• La mise en conformité des parafoudres existants;</li> <li>• La mise en place de parafoudre de type 2 au niveau de l'armoire de la future cellule, la centrale détection gaz de la chaufferie, la centrale détection NH<sub>3</sub>/CO<sub>2</sub> (local TGBT), l'armoire du sprinkler (alimentant également le surpresseur RIA).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis une attestation de mise en service de la protection foudre (attestation EIFFAGE du 26/04/23). L'attestation indique que l'ensemble des tests et mises en service a été réalisé de manière concluante. Par ailleurs, il a transmis le DOE (dossier d'ouvrages exécutés) de la société INDELEC.</p> <p>L'exploitant a également une attestation en date du 13/06/23 de la société EIFFAGE précisant la nature des travaux effectués:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La remise en conformité de la protection contre les effets directs existants sur le site et notamment le remplacement des PDA dysfonctionnant: les PDA n°2,6 et 8 ont été remplacés dans le cadre des travaux;</li> <li>• L'installation d'un nouveau PDA, testable à distance selon les recommandations du fabricant sur le projet d'extension de l'entrepôt et la mise en conformité de l'installation existante: le marché de travaux prévoyait une télécommande pour tester les paratonnerres – réalisé ;</li> <li>• La mise en conformité des parafoudres existants : Il n'a pas été relevé de dysfonctionnement des parafoudres existants dans le cadre du marché de travaux;</li> <li>• La mise en place de parafoudres de type 2 au niveau de l'armoire de la future cellule, la centrale détection gaz de la chaufferie, la centrale détection NH<sub>3</sub>/CO<sub>2</sub> (local TGBT),</li> </ul>

l'armoire du sprinkler (alimentation également le surpresseur RIA):

- Parafoudre de type 2 installé dans l'armoire de la future cellule ;
- Centrales de détections gaz et NH3/CO2 (dans local froid et non TGBT) - installé ;
- Armoire du sprinkler existante- installé.

A noter que ces travaux n'ont pas fait l'objet de vérification lors de la visite terrain.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet